

Le projet d'université polytechnique avance, la CGT reste mobilisée

Hier, une quarantaine de militants CGT tractaient au Mont-Houy, tandis que le conseil d'administration examinait le projet de décret qui sera soumis au ministère concernant la future université polytechnique.

PAR CÉCILE THIÉBAUT
cthiebaut@lavoixdunord.fr

AULNOY. Peser à l'international, renforcer l'attractivité de la fac, telle est l'ambition de l'Université de Valenciennes et du Hainaut-Cambrésis, qui compte s'appuyer sur son école d'ingénieur, sur ses instituts, et sur ses laboratoires pour mettre en place un « grand INSA ». Cette université polytechnique des Hauts de France – son nouveau nom – préserverait et renforcerait même les liens entre ses deux grands pôles actuels : les humanités et les sciences et technologie.

Le projet avance. Le président Artiba compte le voir aboutir pour la rentrée 2018 concernant l'INSA, et d'ici à 2020 pour l'ensemble des formations. Après avoir reçu un bon accueil le 3 mars, devant le pôle métropolitain (qui réunit les quatre agglos du sud du Département), le projet, et plus précisément le décret qui sera soumis



Des militants CGT ont distribué des tracts hier, jour du conseil d'administration de l'université qui examinait le projet de décret portant sur l'université polytechnique.

au ministère, était présenté hier après-midi devant le conseil d'administration (CA). Là où la CGT n'a pas d'élus, mais ce qui ne l'empêche pas de s'exprimer comme elle le fait régulièrement depuis l'émergence du projet. Sur les tracts, elle s'inquiétait d'« un décret incertain, confus et obscur » et dénonçait « un refus de dialogue et de consultation des étudiants ». Pour ces militants, « les décisions du CA » auraient des « allures de putsch ».

DES VIGILES POUR PRÉSERVER LA SÉRÉNITÉ DU CA

Le président Abdelhakim Artiba rappelle au contraire que le projet ne date pas d'hier : il avait même fait l'unanimité le 12 juillet 2016 lors d'un premier vote du CA. Et depuis « pas moins de 88 personnes sont associées à travers des groupes de travail ». Il se félicite encore que le projet a fait l'unanimité lundi au comité des directeurs, et qu'il n'a soulevé qu'une seule abstention lors de la commission des statuts puis au comité technique

mardi, « après trois heures de débat constructif avec les différents syndicats, qui ont travaillé dans l'intérêt des jeunes et des personnels ».

“ Les débats sont constructifs avec les syndicats.”

LE PRÉSIDENT ARTIBA

La journée d'hier a toutefois confirmé qu'une opposition se lève : 8 contre et 35 pour, tel a été le vote du conseil académique le matin. Parmi les opposants figuraient des membres du « collectif UVHC », qui dénonçaient dans la Voix du 19 mars « une méthode peu démocratique ». Le vote du CA, l'après-midi, a d'ailleurs été plus tendu, avec 16 pour et 11 contre. Signe révélateur de la tension : la direction avait dépêché des vigiles pour empêcher l'accès au bâtiment où se tenait le CA, soit la maison des services à l'étudiant, fermée pour l'après-midi. ■